

Pouvoir d'emprunt

améliorer les services, monsieur l'Orateur. Ce qu'il faut faire, c'est encourager les Canadiens à produire davantage et à accroître ainsi la richesse. Si nous pouvions y arriver, nous n'aurions pas besoin d'emprunter 14 milliards de dollars à l'étranger pour combler nos besoins financiers de 11 milliards, ce qui ouvre d'ailleurs la porte à un gaspillage de 3 milliards de dollars.

Le pays serait en excellente position pour créer la richesse par la mise en valeur de ressources énergétiques, si le gouvernement n'y faisait pas obstacle. Il existe à l'heure actuelle au pays un surplus de viande rouge que les importations viennent encore empirer, et pourtant le gouvernement n'a imposé aucun contingentement. Au cours des six ou sept dernières années, nous avons perdu de 200 à 500 millions de dollars par année en vente de céréales sur les marchés internationaux. Nous avions les céréales dans les Prairies mais notre réseau de transport ne nous permettait pas de les acheminer vers les marchés. Étant donné l'endettement que nous devons au gouvernement libéral, il est certain qu'il serait très avantageux pour le pays que les agriculteurs reçoivent de 200 à 500 millions de dollars de plus à chaque année car le gouvernement percevrait des impôts sur ces revenus. Si on réglait les problèmes de ce genre, le gouvernement n'aurait pas besoin de contracter d'énormes emprunts à l'étranger.

Le gouvernement préfère construire des monuments comme Mirabel, des éléphants blancs, et des aéroports qui ressemblent à des Taj Mahal et auxquels les passagers ont très difficilement accès parce qu'ils sont situés loin des villes. En fait, une agence de voyage de Boston dit dans la publicité qu'elle fait dans les journaux canadiens qu'il est plus facile de s'envoler vers Boston pour ensuite faire un voyage autour du monde que de s'embarquer aux aéroports canadiens. La construction de cet aéroport a été une erreur épouvantable dont on ne peut que soupçonner la cause.

Les élections du 18 février dernier n'étaient pas si tôt finies que les libéraux annonçaient qu'ils devraient revenir sur la promesse faite en 1979 d'agrandir le port de Prince-Rupert pour pouvoir y manutentionner d'énormes volumes de céréales.

Rien d'étonnant que notre pays doive emprunter de l'argent si le gouvernement, que ce soit pour des raisons politiques ou par simple manque de confiance, n'est pas capable de mettre en place l'infrastructure nécessaire à notre développement économique.

Nous avons les moyens, au Canada, d'atteindre un niveau élevé en matière technologique. Nous pourrions être les premiers du monde dans divers domaines, notamment celui de la santé. Nous avons déjà acquis un certain prestige pour notre technologie pétrolière, mais nous pourrions perdre cette place très rapidement si le gouvernement continue à effectuer des coupes sombres dans les bénéfices que fait ce secteur très important et vital. Nous avons également d'énormes possibilités pour exploiter nos mines de charbon.

Si un pays comme le Japon, qui n'a pour seules richesses naturelles que le poisson et le fer blanc, qui importe l'essentiel de ses données alimentaires, de son énergie et de ses matières premières qu'il traite et expédie sur les marchés mondiaux, peut occuper la deuxième place du monde pour son économie, le Canada, qui ne manque de rien et qui a les ressources de l'agriculture, des forêts, des minerais, et un tiers des réserves mondiales d'eau douce, devrait sans nul doute pouvoir se

passer d'emprunter sur le marché international. Nos emprunts depuis quatre ans et pour les quatre prochaines années atteindront environ 100 millions de dollars, et ce sont les générations futures de Canadiens qui devront les assumer. Il est honteux qu'un pays de 24 millions de personnes instruites ne puisse pas se débrouiller tout seul. Le Japon, qui a une population insulaire de 110 millions d'habitants, ne connaît pour ainsi dire aucun chômage.

Je vous vois faire un signe qui signifie que mon temps de parole est presque écoulé, monsieur l'Orateur. Je conclurai en disant que j'en ai assez de prendre la parole à la Chambre au sujet de motions visant à autoriser le gouvernement, déjà si prodigue, à emprunter de nouveaux fonds. Le gouvernement doit se rendre compte que si nous créons des richesses, nous n'aurons plus besoin d'emprunter. Il ne doit pas continuer à prétendre que nous devons vivre si pauvrement, alors qu'il nous suffit d'exploiter les énormes possibilités que nous avons sous la main.

Des voix: Bravo!

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur l'Orateur, on nous a demandé d'adopter le bill C-59 pour permettre au gouvernement d'emprunter 14 milliards en vue de dépenses publiques et générales.

Lorsqu'on nous demande d'adopter un projet de loi comme celui-ci, on ne peut que conclure que quelque chose ne tourne décidément pas rond dans ce vaste, riche et beau pays. Les fonds empruntés serviront à subventionner directement l'achat de pétrole d'Arabie Saoudite, d'Iran, du Venezuela et du Mexique. Il servira à subventionner les compagnies aériennes étrangères dont les appareils font le plein au Canada, ainsi que les conducteurs américains qui traversent la frontière pour faire le plein avec de l'essence bon marché. Ce système est absolument aberrant, monsieur l'Orateur.

Lorsque nous parlons d'emprunter, nous pensons d'une part à la nécessité de fermer l'entrée du pays aux investissements étrangers, notamment aux capitaux américains, et, d'autre part, de nous adresser à Wall Street, où nous irons sûrement pour emprunter 12 millions. Nous n'avons pas besoin de ces capitaux étrangers pour exploiter nos ressources ou pour relancer notre économie. Or, ce projet de loi permettra au gouvernement d'emprunter des capitaux étrangers. Avec l'affaiblissement de l'économie canadienne et la chute presque inévitable du dollar, nous remettrons en devises étrangères ce que nous avons emprunté au cours affaibli du dollar. C'est absolument atterrant.

• (1550)

Nous pouvons tous souscrire aux objectifs déclarés de la politique énergétique nationale. Je voudrais insister sur l'un d'eux, celui de rendre l'industrie plus canadienne. Nous voulons certes que l'industrie soit canadienne, mais nous ne voulons pas qu'elle soit nationalisée. Il y a une différence entre les deux. La propriété publique par le peuple est une absurdité. Rien n'empêche alors le gouvernement de prendre le contrôle d'une ressource ou d'une industrie, d'avoir, autrement dit, le monopole. Un gouvernement recourra à tous les moyens à sa disposition pour rester au pouvoir. Il faut alors s'approvisionner au magasin de l'État. C'est un précédent extrêmement dangereux. C'est une voie très dangereuse à prendre. Nous sommes partisans de la libre entreprise.